

Les quartiers refondés des Hauts-de-Seine et l'entre-soi des cadres d'entreprise

« Jean-François Marolles a été programmé pour une existence sans rue. Il a accepté d'être insulté et humilié pendant quinze ans, par ses employeurs et ses clients, pour pouvoir emprunter de l'argent à la Société Générale afin d'acquérir un trois-pièces à Levallois-Perret. »

Frédéric Beigbeder, *99 francs*, 2000.

Comme la fiction qui n'y voit souvent qu'un lieu sans intérêt majeur, peuplé de personnages ternes et prévisibles, les sciences sociales avaient négligé jusqu'ici les quartiers refondés des Hauts-de-Seine, et a fortiori les pratiques résidentielles de leurs habitants (dont la vie professionnelle est en revanche souvent étudiée par la sociologie du travail et des organisations). En effet, ces ensembles de haut standing, constitués de centaines ou de milliers de logements en immeubles collectifs surgis depuis plus de vingt ans à proximité du centre d'affaires de La Défense, sont le produit de vastes opérations d'arasement d'espaces ouvriers et industriels, d'effacement total de la mémoire des lieux, de reconstruction, et de repeuplement par de nouveaux résidents parmi lesquels les cadres d'entreprise sont majoritaires. Les approches issues de *l'urban political economy* y voient avant tout un cas de gentrification orchestrée par l'offre immobilière, tandis que les effets propres de la

BRUNO COUSIN
Sociologue, université de Lille 1

demande, c'est-à-dire des choix résidentiels des habitants, seraient négligeables. Les analyses s'intéressant aux conflits liés au changement urbain ne se penchent pas sur une population qui a, certes, remplacé les classes populaires vivant là quelques années plus tôt, mais sans jamais être entrée en contact avec elles. Quant aux rares travaux évoquant accessoirement les représentations et motivations de ces nouveaux habitants, ils opèrent le plus souvent une généralisation abusive des résultats obtenus à partir de l'étude d'une autre fraction des classes supérieures (qu'il s'agisse des gentrificateurs des centres-villes ou de la bourgeoisie patrimoniale des beaux quartiers traditionnels de l'Ouest parisien), quand ils n'élaborent pas un modèle explicatif général postulant *a priori* les motivations des acteurs en termes de choix résidentiel rationnel ou les inférant à partir de tendances macro.

Le texte qui suit s'appuie sur une enquête de terrain menée entre 2004 et 2008, comportant notamment 55 entretiens approfondis avec des habitants, dans trois espaces refondés des Hauts-de-Seine : le faubourg de l'Arche et le micro-quartier

du Jardin des Tournelles, à Courbevoie, et la pointe orientale de l'île de la Jatte, à Levallois-Perret, qui ont tous les trois été (re)bâties durant les années 1990 ou au début des années 2000. Ces espaces correspondent à des pièces de la mosaïque urbaine¹ qui n'avaient jusqu'alors jamais fait l'objet de monographies. Il s'agit pourtant de quartiers particulièrement intéressants dans la mesure où ils révèlent une concentration en cadres et ingénieurs du privé, lesquels présentent en Île-de-France des taux de ségrégation plus élevés que la plupart des catégories ouvrières, et en augmentation (alors même que leurs effectifs enflent aussi).

De par leurs caractéristiques, les quartiers refondés ne peuvent être décrits par l'un des modèles analytiques classiques couramment mobilisés pour rendre compte des processus d'élévation du niveau social local. Ils ne relèvent ni de la préservation ou du renforcement d'un entre-soi bourgeois traditionnel, ni de la gentrification progressive, ni de la sécession périurbaine ; ni même d'une combinaison entre ces diverses dynamiques. Cette recherche représente donc une contribution à l'analyse du rapport différencié des classes supérieures et moyennes-supérieures à la mixité socio-spatiale et aux dynamiques d'auto-ségrégation auxquelles elles prennent part.

Un nouvel idéal-type

Comme leurs homologues londoniens² et milanais³, les quartiers refon-

dés des Hauts-de-Seine sont des espaces « neutres »⁴ et standardisés, perçus comme neufs, et choisis par des habitants qui refusent explicitement la mixité sociale locale et d'être exposés à l'altérité. Ils les apprécient parce qu'ils y voient un voisinage homogène, dont les membres partagent non seulement un même niveau social, mais aussi des aspirations similaires en termes de mobilité ascendante, et le sentiment d'être en concurrence entre eux. Les résidents interviewés étaient par ailleurs réfractaires aux situations hybrides qui appellent à se défaire d'une assignation (ou auto-assignation) identitaire univoque.

Les quartiers refondés sont aussi des espaces dont la forme suit précisément la fonction prévue, établie antérieurement. Ils n'autorisent pas ce que R. Sennett qualifie de rapport narratif à la ville, cette attitude qui consiste à se réappropriier l'espace urbain en lui inventant de nouveaux usages (et de nouveaux usagers). Ils sont censés ne rien offrir d'inattendu à ceux qui les habitent, car tout y a été préalablement planifié selon leurs attentes supposées. Ce faisant, ils relèvent d'un type de clarté particulière, celle des paysages urbains immédiatement lisibles⁵ : ces lieux qui n'expriment qu'une identité fixe et hégémonique relative au groupe ethnique, à la classe sociale qui l'habite et/ou à l'usage qu'on doit en faire. S'opposant ainsi à la forme urbanistique de l'agora, les espaces refondés expriment une tendance de leurs habitants non seulement au désir de sécurité

1. Edmond Préteceille, *La division sociale de l'espace francilien*, Paris, Observatoire sociologique du changement, 2003.

2. Tim Butler, « Re-urbanizing London Docklands: Gentrification, Suburbanization or New Urbanism? », *International Journal of Urban and Regional Research*, 31(4), 2007, pp. 759-781.

3. B. Cousin, « Classes supérieures de promotion

et entre-soi résidentiel : l'agrégation affinitaire dans les quartiers refondés de Milan », *Espaces et sociétés*, 150, 2012, p. 85-105.

4. Richard Sennett, *The Conscience of the Eye. The Design and Social Life of Cities*, New York, Knopf, 1991.

5. Kevin Lynch, *L'image de la cité*, Paris, Dunod, 1976 (1^{re} éd. américaine : 1960).

mais également à la sécurité du désir, qui se veut encadré et invariable, arrêté.

Les interviewé-e-s partageaient approximativement une même condition socio-économique (même s'il existait des différences non négligeables, notamment entre propriétaires et locataires), mais surtout des aspirations semblables en termes de mobilité sociale intra et intergénérationnelle. Ils se distinguent ainsi d'abord de la bourgeoisie patrimoniale des beaux quartiers attachée au maintien d'un entre-soi de classe comme facteur de reproduction sociale plus que de mobilité ; ensuite des gentrificateurs qui essaient de participer à une identité et une interconnaissance locales – largement mythifiées – de village urbain ; et enfin des classes moyennes qui optent pour un habitat pavillonnaire censé constituer un espace confortable et un voisinage paisible recherchés pour eux-mêmes et au sein desquels la concurrence pour l'ascension sociale est moindre, ou moins explicitement mise en avant, que dans les quartiers de refondation. En effet, dans ceux-ci, l'ambition généralisée et la proximité géographique des « beaux quartiers » de la bourgeoisie – qui rend tangibles les objectifs visés – conduisent les familles des classes supérieures à envisager les choix résidentiels, de sociabilité et de socialisation selon une logique de performance en termes d'insertion économique et de mobilité sociale.

Agrégation affinitaire et ségrégation discriminante

La démarche compréhensive contribue à l'identification des traits communs aux quartiers refondés à Paris, à Milan et à Londres⁶ et permet de démontrer qu'ils

sont le lieu d'un processus d'élévation sociale locale et d'un rapport à la ville originaux. Elle montre aussi comment conceptions de l'entre-soi, rapports à la mixité et sens du juste s'articulent aux spécificités de chaque ville en termes de hiérarchies sociales et à la dimension territoriale de celles-ci.

À Courbevoie et à Levallois, les choix résidentiels des nouveaux habitants apparaissent fortement contraints par la pression du marché immobilier des années 1990 et 2000, qui a empêché nombre de jeunes ménages avec enfants – même des classes supérieures – de se loger dans Paris ou dans les communes les plus huppées. Mais l'univers des possibles est surtout limité par une familiarité plus importante (souvent héritée) avec l'Ouest parisien qu'avec le reste de la métropole, ainsi que par un souci de placement stratégique à moyen ou long terme.

L'enquête montre en effet comment la perception univoque et finement hiérarchisée de l'espace urbain par les cadres du secteur privé renvoie à une conception en millefeuille des statuts individuels dans la société française. Le choix du quartier où habiter participe dès lors d'une stratégie de marquage du niveau socioéconomique – considéré comme le principal indicateur de réussite – et s'intègre au projet de mobilité sociale, dont la composante intergénérationnelle passe souvent très tôt par un positionnement réfléchi sur la carte scolaire.

Par ailleurs, à côté de ces ressorts de l'agrégation affinitaire locale, la ségrégation discriminante (c'est-à-dire la dimension proprement exclusive de la sélectivité résidentielle) dépend d'un autre système de représentations et répond à une logique largement distincte (bien que complémentaire). En effet, au delà des pratiques de distinction et d'émulation entre

6. B. Cousin, « Ségrégation résidentielle et quartiers refondés. Usages de la comparaison entre Paris et Milan », *Sociologie du travail*, 55(2), 2013.

semblables, l'entre-soi des cadres d'entreprise et autres catégories socioprofessionnelles supérieures au sein des espaces refondés repose aussi sur une représentation des classes populaires comme relevant d'une altérité incommensurable, et d'un rapport à celles-ci explicitement motivé par une volonté d'évitement. Cet Autre social et/ou ethnique, incarné de façon emblématique par les jeunes hommes et les adolescents des classes populaires, est constamment érigé en risque (physique, social ou moral).

Néanmoins, contrairement à ce qui peut être observé dans les quartiers populaires, et malgré leurs opinions très arrêtées, la très grande majorité des habitants des espaces de refondation n'ont jamais été victimes ou témoins des formes de violence physique qui constituent une de leur pires craintes. Ils les supportent, les anticipent plutôt du fait des ouï-dires, de représentations façonnées par les journaux télévisés, et à partir d'une *hexis* corporelle particulière qui fait fonction d'indice révélateur d'une violence potentielle et de la véracité d'un récit transmis précédemment. La représentation obsidionale du quartier comme – plus ou moins constamment – assiégé par des territoires et des populations « à risque » se diffuse d'autant mieux par la rumeur et le récit emphatique auprès de la grande majorité des résidents, que ceux-ci constituent un milieu socialement homogène et éprouvent un souci sécuritaire exaspéré qui engendre nécessairement sa propre frustration⁷.

Enfin, plus généralement, l'urbanité et les interactions interclasses sont perçues, dans ce qu'elles ont d'inattendu, comme de purs coûts (en termes de

temps ou d'insouciance). En effet, travaillant dans le tertiaire avancé ou dans des sièges sociaux parisiens éloignés des sites de production, et dans des bureaux d'où la plupart des employés subalternes ont disparu suite au développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, et étant souvent eux-mêmes issus de familles des classes supérieures ainsi que de quartiers et d'écoles où celles-ci sont surreprésentées, les cadres d'entreprise qui habitent les espaces refondés sont démunis en scripts d'interaction lorsqu'ils sont face à des catégories populaires. Ils cherchent dès lors d'autant plus à éviter l'embarras et la gêne qui en résultent que – contrairement aux professions plus artistiques, culturelles, libérales ou de l'information pour lesquelles l'urbanité, la confrontation à l'altérité et l'hybridité identitaire peuvent constituer des ressources professionnelles – ils ne pensent pouvoir en tirer aucun bénéfice. ■

7. Robert Castel, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Seuil, 2003.